



HAL
open science

Couleur de peau et relation enquêteur/enquêté

Samy Cohen, Nonna Mayer, Audrey Celestine, Elodie Druetz, Julien Talpin,
Camille Escudé-Joffres

► **To cite this version:**

Samy Cohen, Nonna Mayer, Audrey Celestine, Elodie Druetz, Julien Talpin, et al.. Couleur de peau et relation enquêteur/enquêté. 2019, 11 p. hal-04736119

HAL Id: hal-04736119

<https://sciencespo.hal.science/hal-04736119v1>

Submitted on 14 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

SÉMINAIRE

SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



SciencesPo
CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES
ET DE POLITIQUE COMPARÉE

Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte rendu de la 47^e séance

Couleur de peau et relation enquêteur/enquêté

18 mars 2019

Cette séance¹, introduite par Nonna Mayer, est consacrée à la couleur de peau et à son impact sur l'interaction entre enquêteur et enquêté. « L'effet enquêteur », c'est-à-dire la manière dont l'âge, le sexe, la religion, la « race » de l'enquêteur influencent les réponses des personnes interrogées, a été très tôt étudié aux Etats-Unis². Il l'a été moins en France, où le modèle républicain universaliste semble rendre *color blind*. Ce n'est que récemment que se sont développés des travaux sur la question raciale, le privilège d'être blanc, l'intersectionnalité.

Quels sont les problèmes de méthode spécifiques que des personnes blanches rencontrent quand elles enquêtent auprès de personnes noires (ou à l'inverse des personnes noires enquêtant auprès de personnes blanches), notamment sur des sujets sensibles comme le racisme ? Comment s'articulent les effets de la couleur de peau et ceux du genre, de classe, voire de religion ? Trois chercheur.e.s font part de leurs expériences de terrain : Audrey Célestine, Elodie Druetz, et Julien Talpin.

¹ Compte rendu réalisé par Camille Escudé et relu par les intervenant.e.s.

² Voir la notion de *Color Line* chez W.E.B. Du Bois, *Souls of Black Folk*, 1903

Audrey Célestine (CERAPS/Université de Lille)

Audrey Célestine travaille sur les identités, les processus de racialisation, la mémoire de l'esclavage et les réparations³. Elle enseigne les études américaines à l'université de Lille.

Sa présentation débute par les problèmes de méthode qu'elle a rencontrés. Son DEA portait sur les affiliations sociales et identitaires de la communauté antillaise en France métropolitaine. Le point de départ de sa recherche était personnel. Les associations de Français d'outre-mer prétendaient parler au nom du groupe, mais Audrey Célestine, martiniquaise née en France métropolitaine, ne se retrouvait pas dans leurs discours.

Son guide d'entretien s'ouvrait alors avec la question suivante : « qu'est-ce que c'est qu'être antillais en métropole » ? Elle a observé rapidement une réaction de mise à distance de la question par les enquêtés et a pris conscience que ces formes d'assignations et de renvoi aux origines pouvaient être problématiques, comme le montrent les travaux de Sarah Mazouz sur l'utilisation par les chercheurs de catégories stigmatisantes qu'ils voudraient déconstruire mais qu'ils mobilisent⁴. Au sentiment de malaise se sont ajoutées des mises en garde de personnes du monde académique qui lui conseillaient de ne pas devenir « la sociologue des Antillais » et de mettre de la distance entre elle et les individus qu'elle voulait étudier.

Audrey Célestine a réalisé sa thèse au CERI sur les mobilisations collectives antillaises en France et portoricaines aux Etats-Unis. Prendre comme objet les mobilisations collectives rend la tâche plus aisée puisque la question ne porte plus alors sur l'identité et l'appartenance mais sur l'engagement, ce qui permet ensuite de rebondir sur l'identité. C'est le cas en particulier quand la mobilisation se fait sur une base ethnique. Elle note un usage très intermittent de l'ethnicité des groupes antillais qu'elle a étudiés. Ils utilisent alternativement la couleur de peau, l'origine, la culture,

³ Elle a récemment publié *La fabrique politique des identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York*, Karthala, 2018 ; « Black Paris: The Lived Experiences of Black Selves », *African and Black Diaspora: An International Journal*, Routledge, 2017 (avec Sarah Fila-Bakabadio) et *Une famille française : des Antilles à Dunkerque en passant par l'Algérie*, Decitre, 2018.

⁴ Voir par exemple « Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture », Alban Bensa, éd., *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, pp. 81-98.

se définissant comme noir originaire d'outre-mer ou antillais. Elle note également de grosses différences de discours selon que les réunions sont publiques ou pas.

Audrey Célestine souligne les avantages de réaliser un terrain dans le temps long pour tisser des relations d'interconnaissance. Elle constate que ce qui nourrit la relation d'enquête n'est pas seulement lié à la couleur de peau. En prenant la question de l'engagement et de la mobilisation comme objets, le risque était moindre de reproduire une assignation raciale ou un renvoi aux origines. La présentation de soi joue de plus un grand rôle. La chercheuse se présentait comme une étudiante martiniquaise qui s'intéressait à l'action des collectifs donc à leurs yeux le type même de personne à qui ils pouvaient faire confiance.

Pour son terrain aux Etats-Unis sur les organisations portoricaines de New York, la question s'est posée de manière différente. Le fait d'être une femme française, noire, originaire des Antilles, a permis Audrey Célestine un accès plus facile au terrain car elle était vue comme venant d'un milieu qui comprendrait exactement les enjeux et comme quelqu'un qui rendrait à la communauté portoricaine ce que celle-ci lui donnerait. Le fait d'être non pas juste une Française mais une Martiniquaise lui permettait de forger une proximité avec son objet d'étude : elle avait en effet en commun avec les Portoricains de venir de territoires non indépendants des Caraïbes, marqués par le colonialisme. Les histoires des deux territoires sont différentes mais cela n'empêche pas la proximité des individus qui en sont issus, une proximité plus grande que celle existant entre un Portoricain et une personne afro-américaine, même si la politisation des Portoricains s'est faite aux côtés des Afro-américains.

Quand Audrey Célestine a commencé son troisième terrain aux Antilles, elle a été reconnue d'emblée comme une Martiniquaise. Mais les enquêtés devinent immédiatement qu'elle a quitté les Antilles depuis longtemps car elle n'a pas d'accent, ce qui peut constituer un obstacle pour d'autres terrains, notamment pour traiter de la question des réparations de l'esclavage colonial ou de mobilisations menées par d'anciens militants indépendantistes, pour qui l'identité martiniquaise est primordiale. Dans le cadre d'une ANR, Audrey Célestine travaille sur un collectif qui organise tous les ans une marche pour les réparations de l'esclavage colonial, sillonnant la Martinique pour publiciser la question et honorer la mémoire de l'esclavage. C'est une épreuve physique éprouvante (marche sous le soleil, relief

accidenté), à forte dimension identitaire. Pour participer à cette marche, Audrey Célestine a dû fournir quelques éléments de biographie pour « prouver » qu'elle était bien martiniquaise puisque son accent et le fait qu'elle vit à Paris semblaient indiquer que ce n'était pas totalement le cas.

En conclusion, Audrey Célestine souligne que la couleur de peau est toujours mêlée à autres choses. Lors de son enquête de DEA, après le moment de malaise qui pouvait surgir auprès des personnes avec lesquelles elle avait pris contact quand elle s'appuyait sur la couleur de peau pour solliciter des entretiens venait souvent l'instauration d'une relation de confiance par le fait de partager dans une certaine mesure une culture commune. Audrey Célestine affirme jouer de cette identité et de sa filiation avec une certaine ambivalence, déclinant son appartenance de manière différente selon l'enquête qu'elle mène. Les enquêtés projettent sur elle plusieurs choses : une longue vie dans l'hexagone, une proximité avec les Antilles, une compréhension des enjeux autour du colonialisme. Dans la relation d'enquête, jouer de ces ambivalences est essentiel.

Face à cette complexité, la chercheuse Sarah Mazouz préconise un « principe d'inquiétude » à mettre en œuvre quand on rigidifie des catégories qu'on voudrait contribuer à déconstruire au moment de l'écriture, principe qui consiste à réévaluer en permanence les catégories données. Les catégories mobilisées sont particulièrement mouvantes et le terrain permet de comprendre par quel biais ces étiquettes tiennent tout en étant très fluides.

Elodie Druez (CEE/Sciences Po)

Elodie Druez termine au CEE et à l'Ined une thèse intitulée « Le vécu de la racisation et le rapport au politique des diplômé.e.s d'origine subsaharienne : une comparaison Paris/Londres »⁵. Elle propose ici un retour réflexif sur sa position d'enquêtrice.

⁵ Elle a publié « Réussite, racisme et discrimination scolaires : L'expérience des diplômé.e.s d'origine subsaharienne en France », *Terrains et travaux*, 29(2), 2016 et « Un nigger moment » à la française ? : Expérience de la stigmatisation chez les diplômés et étudiants d'origine africaine », *Tracés*, 30(5), 2016.

Elodie Druez a vite ressenti un malaise en abordant en tant que blanche la question raciale, en interrogeant des personnes noires d'origine africaine sur une expérience qui n'est pas la sienne. Elle souligne, sur le plan éthique, le caractère problématique du fait d'être blanche et de parler au nom de personnes dont elle ne partage pas les expériences de dominées. Un malaise s'est également concrétisé sur son terrain français lors de sa mobilisation de certaines catégories telles que « d'origine immigrée », « descendant d'immigré », « Africain », « noir », problème qui s'est moins posé au Royaume-Uni où les catégories raciales sont plus aisément mobilisées dans le débat public. Le malaise est partagé par les personnes interrogées, qui hésitent également sur les catégories à mobiliser.

Dans ses entretiens, Elodie Druez se qualifie comme *the elephant in the room* du fait de sa couleur de peau. La question sur les raisons qui la poussent à travailler sur son sujet apparaît de manière ponctuelle, dans certaines circonstances. Quelques enquêtés s'excusent d'utiliser le terme « blanc » de peur que celui-ci la choque. Une enquêtée encore la renvoie à sa couleur de peau et à une situation où elle travaillerait dans une entreprise d'un pays d'Afrique pour lui faire comprendre ce qu'est de se vivre comme une exception. L'utilisation du terme « blanc » est variable en fonction du degré de politisation. Les personnes les plus politisées montent plus facilement en généralité et parlent des « blancs » en les intégrant à un rapport systémique de domination.

Elodie Druez évoque la question de l'intersectionnalité, c'est-à-dire de la manière dont les rapports d'âge, de genre et de « race » se combinent dans la relation d'entretien. La question du genre est assez apparente, certains enquêtés initient des rapports de séduction. Les hommes ont tendance à davantage se valoriser et ramènent l'enquêtrice à sa position de femme pour lui faire comprendre comment fonctionnent les rapports de domination, quand elle les interroge sur leur vécu de la racisation dans le monde du travail par exemple. Les femmes en revanche ne la renvoient pas à sa position de femme, sans doute parce qu'elles vivent la question du genre et de la race de manière imbriquée. Elodie Druez note par ailleurs des effets d'âge dans la relation enquêteur/enquêté. Les femmes britanniques de plus de 35 ans possèdent notamment quelque chose de très maternel dans leur manière d'interagir, qui les pousse par exemple à inviter leur enquêtrice à dîner. Les

recrutements d'enquêtés qu'Elodie Druetz a fait dans la rue ont rencontré beaucoup de réponses positives, car le fait d'être une jeune femme rendait la démarche plus facile.

Dans une dernière partie de sa présentation, Elodie Druetz s'interroge sur les dispositifs à mettre en place pour rendre visible et contrôler ces rapports. Elle a réalisé des entretiens collectifs pour minimiser la place de l'enquêtrice et favoriser une dynamique de groupe. Elle a remarqué que ceux qui avaient le point de vue le plus politisé et des positions très affirmées lors des entretiens individuels ont une position dominante dans l'entretien de groupe, comme un des participants qui s'est fait notamment applaudir par les autres enquêtés. Elodie Druetz a également posé à la fin de l'entretien une question comme « qu'est-ce que cela fait de parler de racisme à une enquêtrice blanche ? ». Malgré des réponses en général consensuelles qui tendent à individualiser le rapport à l'enquêtrice, soulignant que celle-ci était sympathique ou à l'écoute, certaines révèlent la peur de la choquer, en parlant de questions raciales à quelqu'un qui ne les avait pas vécues. D'autres enquêtés ont également exprimé que parler de racisme à une blanche 'était positif pour eux car ils n'avaient pas souvent la possibilité de le faire.

Julien Talpin (CERAPS/Université de Lille)

Julien Talpin dirige le projet EODIPAR (Expériences des discriminations, participation et représentation dans les quartiers populaires)⁶. Il souligne l'intérêt qu'il y a à banaliser la question de la façon dont la couleur de peau façonne la relation d'enquête et de la considérer comme une catégorie parmi d'autres, le genre ou l'origine sociale.

Sa présentation se fonde sur une enquête collective sur l'expérience des discriminations raciales qu'il a coordonnée. Il s'agit d'un projet ANR qui analyse comment les discriminations façonnent le rapport au politique de personnes habitant

⁶ Il a récemment publié *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*, Paris, *Raisons d'agir*, 2016 et codirigé le numéro de la revue *Mouvements* « Ma cité s'organise. *Community organizing* et mobilisations dans les quartiers populaires », 85(1), 2016.

des quartiers populaires en France. Une équipe d'une dizaine de chercheurs 245 entretiens bibliographiques auprès de ces derniers. L'enquête reposait donc principalement sur le recueil de récits de vie de personnes non blanches par des chercheurs blancs. Les enquêtés étaient en majorité français et descendants de l'immigration algérienne, marocaine et subsaharienne. Le choix méthodologique a été de ne pas négocier les entretiens sur la thématique de la discrimination pour ne pas imposer des problématiques ou risquer de rencontrer des refus.

Cette enquête s'apparente à celle de la sociologue Michele Lamont⁷ dans laquelle les chercheurs ont fait le choix (dans le cas de leur terrain au Brésil) de négocier les entretiens sans évoquer directement les discriminations, partant plutôt de la thématique de la mobilité sociale. L'amorce type consistait à demander aux habitants ce qu'ils pensaient de la vie dans leur quartier, puis de continuer sur leur rapport au quartier, à leur trajectoire professionnelle et de voir si la question des discriminations surgissait.

Dans quarante entretiens, celle-ci n'est pas abordée spontanément. Quand la question ne surgit pas, elle est posée par l'enquêteur dans la deuxième partie de l'entretien. Au total, deux-tiers de l'échantillon des 245 personnes font part d'expériences discriminatoires. L'enjeu n'est cependant pas de quantifier surtout que le dispositif conduit à une triple sous-estimation :

1. Certaines victimes n'abordent pas la question des discriminations ;
2. Les victimes peuvent ne pas la formuler dans ces termes pour ne pas avoir à revivre cette expérience ;
3. Il est plus facile de parler de son expérience avec des personnes qui peuvent la partager, il y a donc une part de sous-déclaration face à un enquêteur ou une enquêtrice dont on peut penser qu'il ou elle ne comprendra pas.

En entretien, les enquêteurs avaient pour consigne d'adopter une posture empathique pour ne pas apparaître comme des évaluateurs, des juges mais plutôt comme des alliés potentiels. Cela passait également par la formulation des

⁷ Getting Respect en 2016, enquête sur les expériences de discrimination réalisées par des noirs aux États-Unis, au Brésil et en Israël.

questions, citer par exemple des expériences discriminatoires vécues par d'autres habitants du quartier était une façon de banaliser le problème et de permettre aux enquêtés de mentionner leurs propres expériences plus aisément.

La couleur de peau a façonné la relation d'enquête à bien des égards. La réponse « vous ne pouvez pas connaître » revient fréquemment en entretien. La distance raciale et sociale renvoie l'enquêteur à la différence des expériences. La façon dont celui-ci est situé ethniquement et socialement (*the placing*) par les enquêtés est primordiale. Julien Talpin note que la catégorie de « Français » revient plus souvent que celle de « blanc » chez les enquêtés pour qualifier soit les enquêteurs, soit les autres habitants qui n'ont pas été victimes de discriminations. Le fait qu'il ait choisi de résider sur son terrain d'enquête – à Roubaix – a néanmoins permis à Julien Talpin de réduire pour partie la distance sociale entre lui et les enquêtés.

Julien Talpin distingue quatre figures idéal-typiques des relations d'enquête.

1. L'enquêteur est vu comme un « sauveur blanc », un allié ou un recours pour régler leurs problèmes. A plusieurs reprises en fin d'entretien, après avoir livré leur expérience, les enquêtés demandent de l'aide pour trouver des solutions pour un travail ou un logement. L'enquêteur peut donner des conseils ou des contacts au sein d'associations mais les réponses sont souvent source de déception ;
2. L'enquêteur est vu comme un témoin. L'enquêté lui demande son avis, le prend à témoin, tente de comprendre où il se situe. Les enquêteurs devaient adopter une posture empathique ;
- 3 ; L'enquêteur est perçu comme un représentant de la population majoritaire. L'entretien est un moyen pour l'enquêté de s'expliquer. Le risque dans ce cas est que les entretiens ne servent qu'à faire ressortir des aspects positifs. Les enquêtés peuvent vouloir cacher certaines divisions internes peu valorisantes existant au sein du groupe. Selon la nature de l'entretien, l'enquêteur risque d'accéder davantage au « texte public » qu'au « texte caché »⁸. Néanmoins, il semble que cet écueil ait pour partie été évité, *via* la durée des entretiens et les relations qui se sont nouées entre enquêteur et enquêtés, qui ont permis à ces derniers d'exprimer certains clivages au sein de leurs groupes d'appartenance ;

⁸ James C Scott, *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam, 2009.

4. La gêne, le déni, la volonté de refuser le sujet au cours de l'entretien est également une réalité, même si elle est peu fréquente dans notre enquête. Dans ce cas, l'enquêté dit ne pas avoir vécu de discriminations. L'enquêteur hésite à insister, au risque d'être intrusif.

Si notre enquête témoigne du fait qu'il est possible de recueillir un matériau très riche sur les questions de discriminations raciales quand bien même on n'en a pas vécues, le matériau aurait peut-être été encore plus riche s'il avait été conduit par des enquêteurs de même origine ou couleur de peau. D'une manière générale, les enquêteurs ont recueilli un matériau plus fin lorsqu'ils étaient dans une relation de coethnicité avec l'enquêté. Ce qui interroge sur la façon de conduire des travaux qualitatifs sur les discriminations alors que les universitaires demeurent majoritairement blancs et que les universitaires non blancs n'ont pas forcément envie de travailler sur les questions raciales.

Discussion avec le public

Daniel Sabbagh (CERI) souligne plusieurs raisons pour sortir de ce dilemme d'ordre éthique. Pour lui, la racialisation n'écrase pas toutes les interactions sociales. C'est un travers américain contre lequel nous devons lutter en France. Les questions raciales doivent rester un objet d'étude sociale. Pour lui, tout dépend de l'objet de l'enquête. Ainsi, il n'a eu personnellement aucun problème à interroger des personnes d'une autre couleur de peau que la sienne sur des thèmes autres que la discrimination et lorsqu'il les considérait comme experts.

Julien Talpin est d'accord pour dire qu'on peut travailler sur des questions dont on n'a pas fait directement l'expérience. Cependant, il pense que la diversification du recrutement des chercheurs pourrait améliorer l'appréhension des questions raciales par les sciences sociales.

Elodie Druetz regrette aussi que les chercheurs français soient en majorité blancs. Elle plaide pour des recherches collectives qui intégreraient des chercheurs blancs et non blancs à la fois dans la récolte des données et dans la co-écriture des papiers de recherche.

Pablo Barnier–Khawam (CERI) se demande quelle restitution est faite des enquêtes auprès des personnes interrogées.

Pour Audrey Célestine, c'est un enjeu très difficile. Elle a été invitée pour les dix ans d'une association sur laquelle elle travaillait et elle a pu présenter quelques résultats. Cependant, elle a une certaine appréhension à le faire car malgré tout il est difficile pour les organisations de découvrir lors de la restitution qu'elle n'est pas une militante de leur cause. Aux Etats-Unis, son ouvrage n'a pas été traduit.

Nonna Mayer (CEE) s'interroge sur ce qu'il y a de spécifique sur le plan de la méthode quand on cherche à identifier l'impact de la couleur de peau sur la relation enquêteur/enquêté, par rapport à d'autres éléments entrant en ligne de compte (le genre, la religion, la classe sociale...).

Pour Julien Talpin, en tant que tel, cela n'a rien de spécifique. Mais c'est sans doute plus difficile à objectiver.

Nonna Mayer (CEE) demande s'il n'est pas difficile d'interroger quelqu'un dont on est proche. Si on est semblable, *a priori*, pas besoin de parler, tout est dans le non-dit, dans l'implicite... Et compte tenu de la complexité de nos identités qui sont multiples, quel serait l'enquêteur ou l'enquêtrice parfait.e (même genre, même couleur de peau, même milieu, mission impossible !)?

Selon Elodie Druez, l'enjeu n'est pas forcément scientifiquement celui-ci. Il faudrait comparer, faire varier les caractéristiques de l'enquêteur et voir ce que cela produit.

Julien Talpin pense que l'on ne peut balayer cette question d'un revers de main. Tout dépend des questions que l'on pose. Quand on travaille sur les pratiques et les expériences de vie, il faut se demander comment faire pour que les pratiques les plus douloureuses ou intimes arrivent jusqu'à nous.

Jeanne Bouyat (CERI) s'interroge sur les mots utilisés pour parler des discriminations : racisme, expérience discriminatoire ?

Elodie Druez reconnaît que les mots sont importants. Il est possible également de travailler à partir d'images, mais elle ne trouve pas de support très pertinent.

Dans ses travaux sur le racisme (sondage annuel pour la CNCDH), Nonna Mayer a utilisé des tests projectifs (photos) pour faire réagir avec le minimum de mots, en jouant sur les affects, et cela donne des résultats très intéressants.

Julien Talpin a remarqué la diffusion du vocabulaire de la discrimination, y compris chez les personnes peu instruites. Le mot « discrimination » fait de plus en plus sens et il est devenu banal. Les exemples concrets, comme l'évocation de la difficulté à trouver un stage, un emploi ou encore des relations avec la police permettent de mettre le doigt sur la réalité des discriminations.